L'AFFAIRE ROSSI
Pour en finir avec M^e Edgar Mathieu
par CAMILLE DEVILAR.
(*Le Figaro*, 6 septembre 1932)

Comme l'aimant attire l'acier, le geste qu'allait accomplir Camille Aymard était fatal. La réputation de l'avocat de Cantho était venue jusqu'à lui. Edgar Mathieu était sans scrupule ; c'était bien là le collaborateur convenant à cette étude Aymard dont la réputation devenait fort mauvaise. Le notaire véreux appela à lui le procédurier marron.

Nous voici en 1920. Le « petit avocat » de Cantho est devenu le « gros notaire » Edgar Mathieu. Son prédécesseur, Camille Aymard, chargé du poids écrasant et infamant que constituent les réquisitions du procureur général Delestrée, a quitté la colonie. Ses méthodes, attachées à l'étude comme une lèpre, subsistent.

Mathieu, en 1920, commençait à se servir largement dans la caisse de ses clients. Le public n'en savait rien encore. L'indélicatesse de l'officier ministériel ne l'empêchait pas de se livrer à toutes autres opérations. Nous allons révéler l'une des plus suggestives, l'affaire Rossi. Ensuite, et pour tous, le successeur d'Aymard sera définitivement classé.

L'affaire ci-après comporte deux traits intéressants : *Mathieu a dû rendre gorge ; Rossi est toujours vivant.*

L'AFFAIRE ROSSI

La Cochinchine, jadis pays de monoculture, grande productrice de riz, avait vu surgir sur son sol un nouvel élément de richesse, ou arbre à caoutchouc.

Il appartenait à un Français, M. Jean Rossi, compatriote et grand admirateur du directeur de ce journal, M. François COTY, d'ajouter à cette innovation un autre facteur également très important : la culture de la canne à sucre. Inutile de dire que M. François COTY, si dévoué à la cause des Corses, tant à la métropole qu'aux colonies, est particulièrement heureux aujourd'hui de définir le labeur de M. Rossi et de montrer ce que fut la lutte de ce dernier contre les fripons qui avaient décidé de le dépouiller des fruits d'un formidable labeur.

Durant de longues années, M. Jean Rossi avait étudié et pratiqué cette culture à Java, excellente école. Devenu d'une remarquable compétence en la matière, ayant réalisé par une vie laborieuse et sévère d'appréciables économies, il était enfin parvenu à ce qu'il désirait : être en état de doter une de nos colonies des fruits de ses travaux, décharger ainsi son pays du tribut élevé payé aux planteurs et usiniers hollandais. La Cochinchine l'attirait. Il s'y rendit en 1910.

Devenu propriétaire de 233 hectares et quelques ares de terrain sis au village de Hiep-Hoa, province de Cholon, Rossi se met résolument à l'ouvrage, défrichant, creusant des canaux, élevant des digues, plantant des cannes à sucre choisies parmi les meilleures de Java ; il opère sous un climat propice, selon les méthodes en usage dans la colonie néerlandaise.

Ses efforts sont couronnés de succès. Il voit s'ouvrir favorablement l'avenir. Son voisin, M. Ciccada, a laissé 170 hectares et quelques ares incultes jusqu'en 1916, époque où il les a loués à Rossi avec promesse de vente. Dans l'ensemble, Rossi peut donc disposer, en chiffre rond, de 404 hectares utilisables.

Mais voici une anicroche. Son petit capital a fondu au creuset des travaux. Il lui faudrait de l'argent neuf. Une mauvaise inspiration le conduit chez M^e Edgar

Mathieu. Ses malheurs vont commencer.

J'ai dit, et je n'en retire rien, que Mathieu est doué d'une remarquable intelligence tournée vers le mal. Il va en donner la preuve dans cette affaire. L'exposé de Rossi l'a séduit. Il a clairement vu que tous les avantages exposés par son nouveau client sont réalisables ; ils peuvent même dépasser les prévisions. Il a aussi jugé Rossi un âpre travailleur, tendu vers son but, indifférent à tout ce qui n'est pas la plantation, aveugle en matière de droit.

— J'ai en vous et dans votre affaire une telle confiance, finit-il par dire à Rossi que, renonçant à vous mettre entre les mains d'un prêteur, je voudrais m'associer moi-même à votre entreprise, y risquant mes propres capitaux.

Comment n'être point flatté d'une telle décision ? Le 3 juillet 1920 un acte d'association dressé par Mathieu, et dans lequel il introduit un M. Reboul, en qualité de conseiller technique, est signé par les trois intéressés. Le rôle respectif de chacun s'y fixe de la manière suivante : M^e Mathieu, bailleur de fonds ; M. Reboul, apporteur de ses connaissances, M. Jean Rossi, apporteur de ses terrains, estimés valoir 200.000 piastres, savoir, 130.000 piastres de capitaux investis, 70.000 piastres de travaux accomplis durant dix ans.

Le rusé autant qu'indélicat Mathieu avait eu soin, selon sa coutume, de glisser dans l'acte une phrase toute à son avantage, naturellement ; elle devait, par la suite, causer à Rossi d'extraordinaires déboires. La voici :

M^e MATHIEU ET JEAN ROSSI APPORTENT ENSEMBLE 600 HECTARES DE TERRAIN ÉVALUÉS à 200.000 PIASTRES.

En réalité, M^e Mathieu ne possédait pas un pouce de terrain, mais Rossi l'ignorait.

Élaguant toutes les complications qui allaient suivre la signature d'un tel acte, nous en arriverons à la rupture de l'association, rupture provoquée par Mathieu avec une habileté à laquelle il faut bien rendre hommage.

En juin 1922, M^e Mathieu demande à M. Rossi de partir pour Java à l'effet de procurer à l'exploitation du matériel lui faisant défaut. Ce fut un voyage de 45 jours seulement, mais ce court délai avait suffi au notaire pour réaliser un machiavélique plan de destruction de l'affaire. Stupéfait, Rossi retrouvait un Mathieu en apparence désespéré, le suppliant de rompre l'association, allant jusqu'à fondre en larmes pour vaincre la légitime résistance de Rossi, à qui il jurait que l'avenir était sans issue. Le planteur corse sut demeurer irréductible.

Décontenancé par cet insuccès, l'astucieux notaire change ses batteries. Il avoue n'avoir d'autre but que de faire disparaître du petit groupe l'incapable Reboul qui — ceci est exact — a imposé au personnel de la plantation des procédés vraiment désastreux. Convaincu, Rossi ajoute sa signature à celles que Reboul et Mathieu ont déjà apposées au bas de l'acte de dissolution. Mathieu exulte. La plantation et la sucrerie dont il question dans le rapport du P. G. Joyeux (*Ami du Peuple* du 30 août) sont désormais à lui, à lui seul. Que Rossi intente un procès pour faire valoir ses droits, peu lui importe. Il a foi en son étoile ; il espère bien ne pas rendre gorge.

Appelé pour la première fois à l'audience le 18 novembre 1923, ce long procès n'a pris fin que le 15 mai 1925. Nous ne pouvons, évidemment, entrer dans le détail des débats et des multiples travaux d'experts auxquels il a donné. lieu. Précisons seulement la position des parties.

M. Rossi réclamait ses 200.000 piastres d'apports et 50.000 piastres de dommages-intérêts.

M^e MATHIEU, DÉNIANT A ROSSI L'APPORT DES 170 HECTARES CICCADA, NE LUI RECONNAISSAIT QU'UN APPORT DE 233 HECTARES DONT IL FIXAIT LA VALEUR A

11.000 PIASTRES (!!!) DEVANT SE COMPENSER A DUE CONCURRENCE AVEC UNE SOMME DE 53.000 PIASTRES MONTANT DES CHARGES (?). IL PRÉTENDAIT QUE ROSSI, N'AYANT DONNÉ AUCUNE VALEUR A CES TERRAINS, RESTAIT DEVOIR A MATHIEU, TOUTES COMPENSATIONS OPÉRÉES, UNE SOMME DE 42.940 PIASTRES.

JAMAIS TENTATIVE PLUS AUDACIEUSE DE VOL CARACTÉRISÉ NE FUT PRÉSENTÉE, JE CROIS, DEVANT UN TRIBUNAL FRANÇAIS. AH ! L'AUDACE NE FAISAIT PAS DÉFAUT DANS L'ÉTUDE AYMARD-MATHIEU !

La Cour d'Appel de Saïgon allait faire bonne justice. On lit dans ses attendus :

« Attendu que, par acte sous-seing privé, Rossi a consenti à se retirer entièrement de l'entreprise au profit de Mathieu, celui-ci s'engageant à payer à Rossi la valeur intrinsèque des apports de Rossi au jour où ils ont été effectués (Soit 200.000 piastres)

VALEUR MAJORÉE DE LA PART DANS LA PLUS-VALUE A LAQUELLE ROSSI PEUT PRÉTENDRE DROIT.

» Attendu que LES TROIS ARBITRES ONT ÉTÉ UNANIMES à reconnaître que les terrains Ciccada faisaient partie de l'apport Rossi.

» Attendu que la Cour fait sienne l'opinion des arbitres, MATHIEU N'AYANT AUCUN DROIT puisque le seul titre qu'il invoque est du 4 AOÛT 1920, alors que l'apport par Rossi figure dans l'acte d'association du 3 JUILLET 1920, approuvé par Mathieu.

» Attendu qu'en fait les 400 hectares que les parties ont évalué à 200.000 piastres dans l'acte d'association ne sont autres que les 170 h. dénommés « terrains Ciccada » et les 233 h. que Mathieu reconnaît avoir été apportés par Rossi, il s'ensuit que C'EST BIEN L'APPORT ROSSI SEUL et l'apport Rossi tout entier QUE LES PARTIES ONT ÉVALUÉ A 200.000 PIASTRES au jour du contrat. Que cette évaluation contractuelle s'impose aux parties dans leurs rapports respectifs comme étant une des clauses de leurs conventions.

» Par ces motifs :

» Reçoit l'appel de Rossi,

» CONDAMNE MATHIEU à PAYER A ROSSI LA SOMME DE 200.000 PIASTRES AVEC INTÉRÊTS DE DROIT DU JOUR DE LA DEMANDE.

» Condamne Mathieu en tous les dépens de première instance et d'appel, ces derniers liquidés à 5.615 piastres 02. »

IL EN COÛTAIT PLUS A MATHIEU POUR AVOIR TENTÉ DE DÉTROUSSER LE PLANTEUR ROSSI QU'IL NE LUI EN COÛTA, EN 1922, POUR AVOIR MIS À SAC ET À SEC LA CAISSE DES CLIENTS DE SON ÉTUDE.

M. Camille Aymard a connu ces faits. Quelle a été son attitude à l'endroit de Mathieu ? A-t-il ou non encouru lui-même quelque responsabilité dans l'affaire Rossi ?

Cette question — ce n'est pas une injure — restera-t-elle sans réponse comme toutes celles déjà posées ?